

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Révolutions

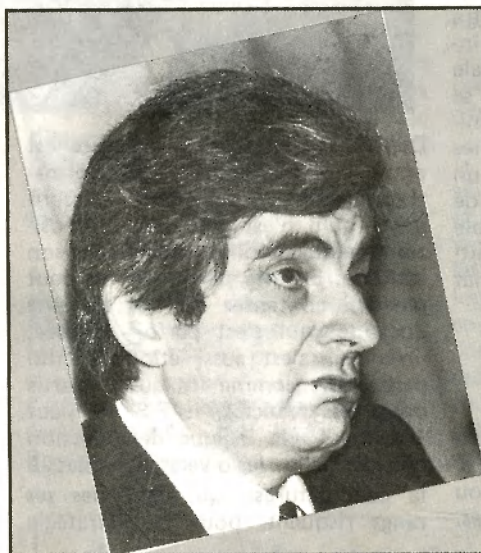
IL fut un temps, pas si éloigné, où la Révolution était désirée, chantée, prophétisée. Dans les discours, dans les programmes, dans la rue parfois, elle semblait se faire - inéluctablement. Puis Mai 1981 est venu, et le mot a disparu.

Le mot, mais pas la chose. Si la révolution ne se parle plus, c'est qu'elle est en train de s'accomplir, mais autrement que dans les théories. Dans l'ordre politique, ce n'est pas la guerre civile qu'elle a suscitée, mais au contraire l'apaisement sur les grandes questions (les institutions, le communisme, l'école) qui nous divisaient. En économie aussi, une révolution est en train de s'accomplir, celle-ci douloureuse et angoissante. Nous savons que nous ne pourrions y échapper, et nous attendons du pouvoir politique qu'il la comprenne et la maîtrise afin qu'elle ne détruise pas notre liberté, ni la justice possible ou réalisée.

C'est dire l'inanité de l'idéologie nouvelle, qui prétend révoquer l'Etat, afin que les mécanismes économiques puissent jouer librement. Et aussi son imposture : le prétendu libéralisme se paierait de trop de violence pour que quiconque se risque à l'inscrire dans les faits.

CHEVÈNEMENT

Le dernier républicain



C.G.T.

**Menace
pour le
syndicalisme**

Impôts

**Les limites
de
la baisse**

Jours meilleurs

Deux pour tous. Tous pour un ?

Un parti politique n'est jamais une association «naturelle» mais toujours un agrégat de volontés. Rien d'étonnant à ce qu'il se divise, dès lors que son élément fédérateur vient à manquer, et que plusieurs personnalités aspirent à jouer ce rôle. Premier parti de France, le P.S. entre dans cette définition et n'échappe pas à ces règles. D'où les rivalités, les débats, les motions, qui soulignent le caractère démocratique de la vie de ce parti, mais qui paraissent souvent obscures à l'observateur extérieur.

Qui n'est pas de la «maisonnée» ne peut manquer d'être saisi d'un sentiment d'étrangeté au spectacle qu'elle donne. Voici un parti de gouvernement uniquement préoccupé de lui-même, au point d'accueillir presque froidement le Premier ministre issu de ses rangs. Voici un parti investi d'une responsabilité capitale dans la bataille électorale, et qui se comporte comme s'il se souciait uniquement de durer, en limitant les dégâts (cf. notre éditorial). Voici un parti qui, à travers la personne de certains de ses dirigeants, semble surtout préoccupé par l'après-mitterrandisme alors que le septennat est loin d'être achevé...

UNE MUTATION INELUCTABLE

Ce comportement ne s'explique pas seulement par le défaitisme de certains, ou par une mentalité d'assiégés.

La synthèse réalisée au Congrès de Toulouse par les divers courants socialistes n'est pas un aboutissement mais plutôt le début d'une mutation.



LA PERCÉE FABIUS

En fait, le véritable événement de ce congrès aura été le discours de Laurent Fabius. Accueilli plutôt fraîchement (par rapport aux ovations qui avaient salué Pierre Mauroy à Bourgen-Bresse) le Premier ministre a retourné les congressistes en sa faveur et, de l'avis unanime des observateurs, apparaît comme le grand vainqueur de ce congrès, le seul à avoir su redonner confiance et dynamisme à des militants découragés par une longue série d'échecs électoraux. Nul doute que Laurent Fabius entende jouer un rôle de premier plan dans la campagne qui va commencer, ce qui n'était pas tout à fait certain au mois de juin, au terme de sa controverse avec Lionel Jospin. Ce rôle est d'ailleurs dans l'ordre des choses : dans la Vème République, c'est toujours le Premier ministre, chef de la majorité présidentielle qui anime la campagne, et non le parti dominant.

Yves LANDEVENEC

Depuis 1981, le Parti socialiste est entré dans la voie d'une transformation lente mais inéluctable. D'abord parce qu'il n'est plus dans l'opposition, ce qui modifie évidemment son attitude. Ensuite parce qu'il ne peut plus se contenter de diffuser une doctrine, qui s'est parfois réalisée, mais qui s'est aussi étiolée. Enfin parce que, comme les autres partis politiques français, le P.S. ne peut échapper à la logique de l'élection présidentielle : les divers «candidats à la candidatures» qui sont des ses rangs risquent, pour leur stratégie

personnelle, de transformer le P.S. en simple machine électorale.

Le parti d'Epinay est donc confronté à des questions décisives qui touchent à sa stratégie, à son identité et à son projet politique. Malgré la synthèse réalisée à Toulouse, il est clair qu'aucune de ces questions n'est résolue. Michel Rocard continuera de préparer, plus ou moins patiemment, l'échéance de 1988. Et Lionel Jospin aura fort à faire pour maintenir une identité devenue problématique, ou pour en créer une nouvelle.

royaliste

SOMMAIRE : Deux pour tous, tous pour un - p.3 L'épreuve de force - p.4 Deus es Brasileiro - p.5 Rigueur et classicisme - p.6/7 Dossier éducation - p.8 le pouvoir la vie et le temps - p.9 Jean Pierre Chevènement - p.10 La guerre des camarades - p.11 Action royaliste - p.12 un pessimisme sans raison.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Social

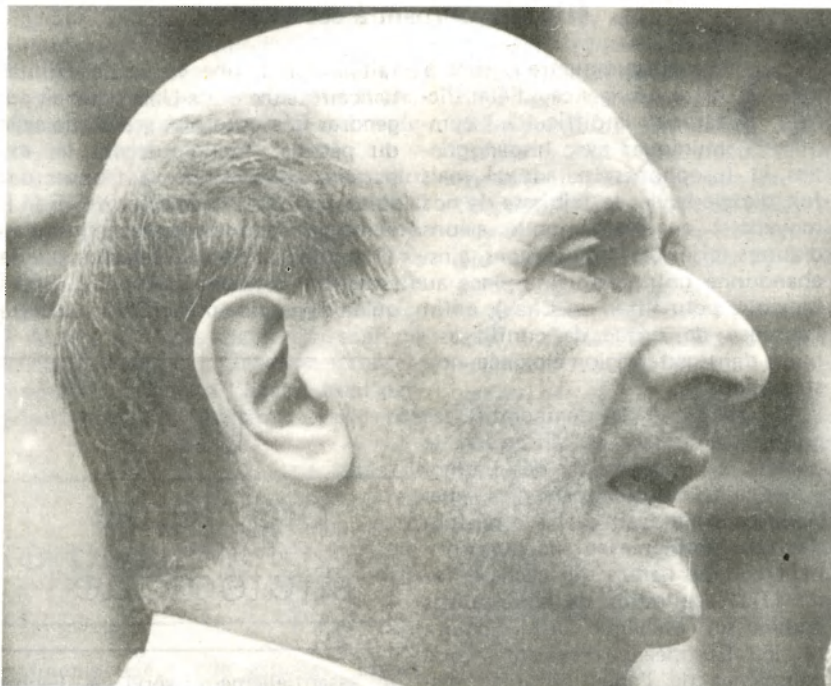
L'épreuve de force

La recomposition politique et sociale qui agite la France depuis plusieurs mois produit de curieux effets, et le dernier n'est pas des moindres : la CGT vire au gauchisme ! Il faut se rappeler l'attitude du syndicat en mai 68 et depuis lors pour mesurer l'importance du retournement. Il y a peu de temps encore, l'action actuelle de la CGT dans les conflits sociaux aurait été qualifiée de menées « provocatrices », suscitées par des « agitateurs gauchistes », selon les termes des amis d'Henri Krasucki. En adoptant le gauchisme (sa stratégie du moins, car il ne s'agit pas de contester la société), ces derniers ont rompu brutalement avec la tradition dominante du mouvement ouvrier, depuis la disparition de l'anarcho-syndicalisme.

Gauchiste, la stratégie de la CGT l'est dans l'emploi désormais fréquent de la violence, inauguré avant les vacances d'été dans le conflit SKF : affrontements délibérés avec les forces de l'ordre, par des petits groupes bien organisés (l'image-choc des pompiers CGT de Lorient, lors de la visite du président de la République) souvent appuyés par des employés municipaux du PCF. Gauchiste encore le souci de l'action spectaculaire (en août, blocage des Champs-Élysées à l'aide de véhicules Renault) et l'utilisation qui est faite de l'outil de travail (auparavant respecté). Gauchiste enfin, et l'essentiel est là, la totale déconnexion par rapport à la masse ouvrière. Le conflit chez Renault, pourtant bastion de la lutte syndicale, a été très minoritairement suivi. A l'usine du Mans, symbole entre les symboles, on a compté 73% de non-grévistes. La « forteresse ouvrière » s'est transformée en ghetto cégétiste. Devant les graves difficultés d'adaptation que connaît le syndicalisme français, Henri Krasucki semble suivre le précepte de l'Internationale : « Nous ne sommes rien, soyons tout ». Puisque nous sommes dans les bonnes références, nous pourrions lui répondre, en paraphrasant Lénine : le gauchisme, maladie infantile de la CGT ?

A côté de la crise du syndicalisme,

Avec l'adoption par la C.G.T. d'une stratégie gauchiste, c'est la question du projet social et des effets dissolvants de la crise qui se pose.



Krasucki agitateur gauchiste ?

il y a une autre explication à la surprenante stratégie de la CGT : c'est le bras de fer qu'a engagé le PCF avec le gouvernement, via notamment la centrale de Krasucki. L'organe officiel de la CGT, « Le Peuple », annonçait la couleur dans son numéro du 27 juin dernier : le préambule du rapport d'activité qui sera présenté devant le 42ème congrès du syndicat constate « une bataille idéologique d'un niveau jamais atteint », « un affrontement de classe sans précédent » entre la droite, le CNPF et la classe ouvrière. Les accidents ferroviaires de l'été, dus à des défaillances humaines, furent le prétexte à une mise en accusation du gouvernement. La rentrée s'ouvre ainsi sur de nombreux conflits, souvent durs : SNCF, RATP, Chantiers navals, Pompey, Wonder, Thomson-Colombes, négociations sur le financement de l'UNEDIC, avec en apothéose la journée d'action interprofessionnelle du 24 octobre et la préparation du 42e congrès (24-29 novembre). La CGT ne pourra pas alors esquiver la ques-

tion : pourquoi perd-elle annuellement, depuis son dernier congrès il y a trois ans, 10% de ses adhérents ?

Au-delà des intérêts stratégiques de la CGT, un vrai problème se pose et une menace réelle pèse sur notre société : la crise économique a ravagé le tissu social des grands pays industrialisés et de nouveaux rapports sociaux n'ont pas eu encore le temps de se nouer. L'accroissement de la population des exclus, la résurgence de la misère, l'absence de toute alternative économique et politique à la crise incitent comme jamais à la violence sociale.

C'est dire l'urgence qu'il y a à proposer un projet social qui prenne en compte des **partenaires sociaux**. Ceux-ci sont en effet les grands absents (si on excepte le CNPF) de la politique de « modernisation » actuellement menée.

Il faudra bien que la gauche apporte quelque élément de réponse, si elle ne veut pas voir la droite s'attaquer brutalement, aux deux sens du terme, à ce problème.

E.M.

Dépêchez-vous !

Le livre de Bertrand Renouvin est maintenant disponible et nos lecteurs qui y ont souscrit devraient l'avoir reçu d'ici quelques jours. Le bon de commande ci-dessous permettra aux autres de passer leur commande sans tarder.

BON DE COMMANDE

à retourner à « Royaliste », 17, r. des Petits-Champs 75001 Paris
CCP 18 104 06 N Paris

NOM/Prénom/Adresse :

.....

.....

commande « La République au roi dormant »

- ☐ 1 ex. - franco : 80 F
- ☐ 2 ex. - franco : 153 F
- ☐ 3 ex. - franco : 215 F
- ☐ 5 ex. - franco : 320 F

Gâchis Les perdants

Après que les terroristes arabes de l'Achille Lauro ont été livrés à la justice italienne on peut dresser la liste des perdants de cette sinistre affaire.

1/ L'OLP de Yasser Arafat est déconsidérée, soit qu'on l'accuse d'être à l'origine de l'action terroriste, soit que l'on constate qu'elle est incapable de contrôler les diverses factions palestiniennes. La Grande-Bretagne, l'ONU en ont aussitôt tiré la leçon...

2/ L'Egypte qui a mis tout son poids pour la libération des otages n'en tire aucun bénéfice. La réaction américaine est pour le président Mubarak un camouflet qui le met en difficulté devant sa propre opinion publique et son armée.

3/ L'Italie voit ses rêves d'une grande politique méditerranéenne (intervention au Liban, contacts privilégiés avec l'Egypte, la Libye, la Tunisie, l'OLP...) largement compromis.

4/ La Jordanie découvre que les Américains et les Britanniques n'ont jamais eu l'intention de permettre un processus de paix prenant en compte une quelconque entité palestinienne.

5/ La Grande-Bretagne tremble pour les fabuleux marchés passés avec l'Arabie Séoudite.

Qui sont les gagnants ?

— Le président Reagan a reconquis une opinion américaine restée sur le souvenir des cuisants échecs iraniens, libanais, etc. Mais cette victoire sur le terrorisme sera une victoire à la Pyrrhus si elle n'est pas le signe d'une politique de fermeté suivie dans le temps. Les Etats-Unis en sont-ils capables ?

Enfin, Israël et la Syrie tirent tous les bénéfices de l'opération, voyant couronnée de succès leur stratégie de toujours, qui consiste à nier purement et simplement l'existence d'un peuple palestinien.

Quant à la France ? Il est certain que dans une période qui n'aurait pas été pré-électorale, il y aurait eu un jeu à jouer pour reprendre notre influence perdue en Tunisie, en Egypte, au Liban, voire en Italie. Ne rêvons pas.

P.C. Favellas

Retrouvailles Deus es Brasileiro

Depuis 1964, date de la tournée du général de Gaulle en Amérique du sud, la France s'est peu intéressée à l'Amérique latine. Le voyage du président de la République au Brésil marque, peut-être, un tournant à cet égard.

On a allégué quatre raisons à cette négligence : l'état dictatorial; la difficulté à communiquer avec hispanophones et lusophones, paradoxal mais fait d'expérience; la faiblesse de nos moyens : en réalité nous avons d'autres priorités (nous avons ainsi abandonné notre troisième place au Mexique pour l'Iran du Chah); enfin l'absence de risque de conflit est-ouest dans cette région éloignée, non stratégique.

Le retour à la démocratie, les goûts littéraires de M. Mitterrand, le portent à se rapprocher des Latino-Américains. Jusqu'à présent l'Amérique centrale avait caché la profondeur du problème au sud du continent comme l'arbre qui cache la forêt (1). La question de la dette agit comme un révélateur. Ni M. Schultz ni les Européens n'avaient pris conscience de l'enjeu jusqu'au discours des présidents brésilien et péruvien devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies et ils ont dû s'empres- ser d'ajouter quelques paragraphes aux leurs.

Si l'Amérique du sud cessait ses paiements, ont-ils soudain pensé, le système monétaire international se-

rait en péril; une vague de faillites bancaires aux Etats-Unis pourrait engendrer une crise plus grave que celle du pétrole. Techniquement les experts se sont attelés à trouver des solutions à l'Assemblée du F.M.I. et de la Banque mondiale jusqu'au 11 octobre à Séoul. Relevons que la situation est plus saine au Brésil qu'en Argentine ou au Chili. La dette

Un problème stratégique

a essentiellement servi à l'achat d'armes pour ces deux derniers, tandis qu'elle a effectivement financé la modernisation du Brésil quoique avec démesure : le plus grand barrage du monde à Itapu a coûté 15 milliards de dollars à comparer au poids total de la dette de 104 milliards (sur 350 pour le sous-continent).



Quelque grave que soit le problème financier, il ne faut pas croire qu'on en serait quitte si l'on trouvait des solutions techniques pour le «système», comme on les avait trouvées après la crise de l'OPEP. De même que de telles solutions n'avaient pas réglé le problème du Proche-Orient elles ne suffiraient pas à régler le problème de l'Amérique latine. Car ces deux problèmes ont une dimension stratégique. (2).

Excentré, secondaire, l'Atlantique-sud et le groupe des Etats riverains forment par là même un sous-système relativement autonome qui possède une certaine marge politique vis-à-vis des Etats-Unis. Or cette région a acquis une place dans le champ de dissuasion du fait des sous-marins stratégiques. Elle a aussi un rôle pour nos approvisionnements au débouché de la route du Cap. Le conflit des Malouines ne doit pas nous induire en erreur : certes ces îles comme l'Argentine sont excentrées. Mais si vous regardez une carte, vous verrez immédiatement que le Brésil, lui, s'avance comme un promontoire à l'endroit où l'océan se rétrécit à 3.300 km de Dakar à Recife. Si la première de ces villes nous importe, pourquoi pas la seconde ? Qu'il soit ou non le géant de demain, le Brésil restera le plus proche géographiquement de nos intérêts et on imaginerait mal à la longue une politique africaine sans lui (spécialement en Angola lusophone et au Cap).

L'Eglise a saisi l'enjeu latino-américain. Notre civilisation européenne ne sortirait pas sans séquelles d'une crise religieuse dans ces pays. Des bouleversements sociaux, un renversement d'alliances, nous menaceraient au premier chef. Pourquoi ne pas s'en préoccuper intelligemment dès aujourd'hui ?

Yves LA MARCK

(1) «Royaliste» 428 : «L'obsession nica- raguayenne et la réalité sud-américaine», confirmé par l'écrivain Carlos Fuentes («Le Monde» du 25.9.85).

(2) L'ouvrage très documenté de M. Hervé Coutau-Bégarie, «Géostratégie de l'Atlantique sud», paru cet été aux P.U.F., comble un vide impressionnant.

Renaissance

Viva
l'Italia !

Un an après son assemblée constitutive, le Mouvement Monarchique Italien a tenu son premier congrès national à Rome début octobre.

Le royalisme italien est en pleine renaissance. Déjà, il y a deux ans, nous avions salué la création du Parti National Monarchique sous l'impulsion de nos amis Cesare Crosta et Fabio Torriero. Le rassemblement de l'ensemble des royalistes italiens dans le M.M.I. vient aujourd'hui confirmer cet effort de renouvellement et de réorganisation, que le prince Victor-Emmanuel a salué dans un message lu lors de la séance inaugurale du congrès - que la princesse Marina de Savoie honorait de sa présence.

Pendant trois jours, les 250 délégués venus de toutes les régions de l'Italie et de l'étranger, ont réfléchi à leur projet et achevé de mettre au point les structures de leur mouvement dans une atmosphère sympathique, parfois passionnée, et selon des procédures parfaitement démocratiques. Une délégation de la Nouvelle Action Royaliste assistait à ce premier congrès où Bertrand Renouvin fut invité par deux fois à prendre la parole. Après avoir apporté le salut des royalistes français, notre directeur politique s'est attaché à montrer la nécessité d'une réflexion commune, par-delà les situations nationales différentes. «De tous les régimes politiques, la monarchie est le seul qui puisse être aimé, a-t-il notamment déclaré; ce fait, observable partout en Europe, doit inciter les royalistes à ne jamais être des hommes contre mais à travailler à l'unité de leur pays». De nombreux échanges de vue, avec M. Carlo Galimberti, président du M.M.I., avec Cesare Crosta et Fabio Torriero et avec de nombreux délégués ont permis de renforcer les liens, déjà solides, qui unissent les royalistes français et italiens.

Y.L.



Mode budgétaire

Rigueur et classicisme

Depuis le milieu du mois de septembre, on connaît les principales caractéristiques du projet de budget pour 1986 : rigueur, avec des économies drastiques dans certains secteurs, déficit limité à 3% du PIB, et diminution de la pression fiscale.

Le rapport économique et financier, lecture austère, requiert un œil exercé à l'humour. Dans les considérations générales préliminaires, on évoque la «volatilité» excessive des taux de change. Ces derniers sont par ailleurs source de «distorsions... sans rapport avec les grandeurs économiques fondamentales». Vocabulaire de technocrate. Il reste que de la validité des principales hypothèses économiques retenues dépend la crédibilité du projet de budget. Ainsi l'objectif de hausse des prix pour 1985 est fixée à 3,4% (moyenne annuelle). Les pouvoirs publics misent sur un ralentissement de l'économie américaine, une croissance supérieure à 2% dans les pays européens, une baisse probable du dollar et des taux d'intérêts, une hausse de la consommation des ménages (1,6%) et des investissements d'entreprises (4%).

Allègement
de la
fiscalité

En ce qui concerne les recettes, le budget 1986 est marqué par un allègement de la fiscalité, déjà amorcé en 1985 «conformément à la volonté du Président de la République, la tendance à l'alourdissement de la part des impôts et des cotisations sociales... a été non seulement enrayée mais inversée». F. Mitterrand semble avoir pris la mesure du «ras-le-bol» qui affecte en particulier les classes moyennes, vis-à-vis de l'accroissement incessant des charges fiscales. Son prédécesseur a intérêt catégoriels, de tous les corpeut-être dû quitter l'Elysée pour n'avoir pas eu cette clairvoyance. Quoi qu'il en soit, l'impôt sur les sociétés se-

ra ramené de 50 à 45% pour les bénéfices non distribués. L'allègement sur les cotisations de taxe professionnelle est maintenu. L'impôt sur le revenu sera diminué de 3% (en valeur relative) pour l'ensemble des contribuables. Le but est de faire ainsi accepter une stagnation des salaires et d'essayer de sortir de la spirale inflationniste qui dessert la France dans ses échanges commerciaux.



Pour ce qui est des dépenses, soit 1.035 milliards de francs au total, le déficit budgétaire se monterait à 3% du PIB (145 milliards de F) conformément, là encore, à l'objectif fixé par le chef de l'Etat. Il est donc fait un usage modéré du déficit : «...une diminution brutale ne pourrait être réalisée qu'au détriment du pouvoir d'achat des ménages». Notons tout de même que l'Etat transférera 12 milliards de F de charges qu'il assumait par le passé, à la Sécurité Sociale et à la Caisse de retraite des collectivités locales.

La diminution des recettes implique des coupes sombres dans les dépenses publiques qui diminuent. Un «effort général de productivité dans l'administration» est exigé, qui se traduira (sauf dans les secteurs prioritaires) par une diminution des effectifs de la fonction publique pour

la 2ème année consécutive. Victime également de la rigueur budgétaire : la dotation en capital des entreprises nationalisées qui sont «invitées» à se procurer des capitaux par leurs propres moyens. Il est vrai que la plupart d'entre elles, Sidérurgie et automobile (Renault) mises à part, présentent désormais des comptes équilibrés, voire bénéficiaires.

L'austérité a imposé des choix très nets et seuls les ministères concernés par des projets prioritaires tirent leur épingle du jeu. C'est notamment le cas de l'Education nationale (progression de 3,6%), de l'Intérieur (+21% pour modernisation de la

police), de la justice (+8,8%). On se félicitera également de voir le budget de la culture progresser de 12,2% (pour les grands projets) et surtout celui de la recherche (au profit de l'électronique, de l'espace et de l'aéronautique) augmenter de 8,8%. Les dépenses militaires progressent légèrement aussi (ce qui laissera tout de même inquiets ceux qui voient que de nécessaires programmes pour la Défense vont encore être remis dans les cartons).

Ce projet de budget, dans bien des cas, coupe l'herbe sous le pied de l'opposition de droite. Il est vrai que c'est au prix d'un «classicisme» dans la gestion qui rapproche davantage l'équipe en place d'un «social-réalisme» que du socialisme.

Alain SOLARI

* Projet de loi de finances pour 1986, rapport économique et financier.

Gérard Leclerc :

«Je crois que Jean-Pierre Ch a été très impressionné par le r

Royaliste: L'arrivée de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'Éducation nationale a-t-elle marqué un virage dans la politique du gouvernement en matière d'enseignement ?

Gérard Leclerc : La question n'est pas simple. Si on analyse les langages, il y a une différence d'accent. Mettons à part la question de l'enseignement privé. La politique d'Alain Savary s'est caractérisée par un certain nombre de réformes (collèges, lycées...) préparées par de nombreux rapports (Prost, Legrand...). Or ces réformes sont graduellement appliquées par Jean-Pierre Chevènement conformément à ce qui avait été décidé. Il y a donc continuité dans l'action même s'il y a une différence de langage extrêmement sensible. Le langage de Prost et de Legrand était celui de la **réforme pédagogique**. Pour eux la pédagogie est une science qui ouvre tout un champ d'expérimentation, susceptible à terme de transformer le système éducatif dans le sens d'une réduction d'un échec scolaire trop massif. L'actuel ministre ne repousse pas la pédagogie mais met davantage l'accent sur la connaissance. C'est un problème de philosophie politique s'intégrant dans l'ensemble du débat qui agite aujourd'hui la gauche. Le langage de la pédagogie dénoncé par Jean-Claude Milner a été développé par un courant appelé «deuxième gauche» (SGEN, démocrates chrétiens, etc.), langage repris par la FEN et plus particulièrement le SNI, le SNES y étant moins sensible. Chevènement, lui, se réfère à la tradition républicaine rationaliste. C'est une différence fondamentale.

Royaliste : Ce discours axé sur la connaissance passe bien dans l'opinion. Pour quelles raisons ?

Gérard Leclerc : Il faut voir deux choses. Chevènement, nous l'avons dit, se réfère à une tradition républicaine, rationaliste, un peu positiviste même, autour de laquelle se coordonne sa pensée. Cette cohérence personnelle trouve une correspondance du côté de l'opinion. Ce langage de la rigueur, de l'effort de la nécessité de savoir lire, écrire, apprendre est compris et apprécié par l'opinion. Celle-ci ne perçoit pas les

arrière plans idéologiques que dissimule le discours ministériel.

Royaliste : Certains tenants de la deuxième gauche reprochent pourtant au ministre son manque de réalisme. Il ne perçoit pas la diversité des acteurs du monde scolaire - tels les élèves, la diversité de leurs difficultés ou de leurs aspirations vis-à-vis de l'école.

Gérard Leclerc : C'est une question difficile. Elle est au cœur de la critique qu'adresse aujourd'hui la gauche dont tu parles à l'école républicaine, critique que l'on retrouve aussi chez les libéraux, ou néo-libéraux. La deuxième gauche reproche à l'école son centralisme, sa bureaucratie. Elle défend la décentralisation, l'autonomie. A cette critique viennent se mêler les assauts de la droite libérale qui réclame la désétatisation de l'enseignement. Il y a dans certains secteurs de l'opposition des idées qui se font jour, s'affirment et devront être étudiées de près. Elles tournent autour du concept d'entreprise d'enseignement. Il n'y a pas, selon leurs auteurs, d'autonomie sans responsabilité du chef d'établissement. Pour cela il doit avoir la responsabilité d'un chef d'entreprise, notamment à l'égard de son propre personnel. S'il n'est pas à même de mesurer le rendement de son personnel et de mener une politique de recrutement ou même de licenciement, il n'y a pas de responsabilisation. Les entreprises d'enseignement seraient constituées autour d'un lycée et comprendraient des collèges, des écoles primaires, des maternelles. Leurs zélateurs préconisent la réalisation d'expériences pilotes susceptibles de servir de modèle.

Royaliste : C'est mettre l'école à l'heure du «marché».

Gérard Leclerc : C'est bien ce qu'on leur reproche. On pourrait d'ailleurs le reprocher aussi aux tenants de la deuxième gauche. Ils veulent créer un marché en réponse aux besoins scolaires. Ce marché fonctionnera comme tout autre marché avec ses zones de richesse, ses zones de pauvreté, ses zones d'élitisme et ses zones de précarité extrême.

Royaliste : Un discours qui fait de notre ministre le dernier républicain de France...

Gérard Leclerc : On pourrait trouver dans d'autres courants du PS des hommes proches de la démarche rationaliste de Chevènement. Je pense à Jean Poperen notamment.

Royaliste : Le ministre de l'Éducation nationale nie que sa pensée soit empreinte d'idéologie. Seuls la nécessité, le bon sens orientent ses décisions simples et pratiques. N'y a-t-il pas là hypocrisie de sa part ?

Gérard Leclerc : Non. Il a une conception du pouvoir qui veut que l'action gouvernementale s'ordonne autour d'une démarche logique, claire. C'est une pédagogie de la simplicité. Cela n'est pas antithétique avec ses convictions profondes. Certes, depuis l'arrivée de Laurent Fabius, il y a une volonté du gouvernement de s'aligner sur l'opinion publique. C'est vrai dans le domaine de l'école, de l'économie, plus largement dans le domaine de la politique générale. Il n'y a qu'à examiner les déclarations de Laurent Fabius pour s'en convaincre. Ce ne sont plus les socialistes qui parlent, ce sont les hommes d'Etat qui s'expriment sur les problèmes de la Nation, au plus proche de la Nation.



Chevènement pourra-t-il contourner la forte

Jean-Pierre Chevènement continuateur de son prédécesseur à l'Éducation nationale ou Jean-Pierre Chevènement artisan d'un changement complet dans la politique du gouvernement ? Difficile de tirer cela au clair. Et si changement de politique il y a, quelles sont ses chances de succès ?

Anthropologie

Le pouvoir la vie et le temps

Qui n'a jamais ouvert un livre d'anthropologie doit, toutes affaires cessantes, choisir le dernier ouvrage de Georges Balandier.

Anthropologie ? le mot fait peur. On craint de ne pas comprendre, ou de s'enluyer à suivre les descriptions méticuleuses de populations oubliées, hors de l'histoire qui se fait, totalement étrangères à nous-mêmes. Un tel rejet, fondé sur la croyance naïve en une réalité contemporaine inédite, radicalement séparée de toute autre forme d'organisation sociale passée ou présente, nous exposerait à l'incompréhension de ce que nous sommes, à la méconnaissance de questions essentielles à notre devenir.

L'étude de l'homme vivant en société - que celle-ci soit européenne, africaine ou asiatique, fait en effet apparaître des soucis communs, révèle des savoirs que nous avons négligé - par exemple celui qui concerne la violence de l'économie (1) - établi, par delà la diversité des cultures, la constance de certaines

formes. D'où la nécessité du **détour** anthropologique, qui n'est pas un regard nostalgique sur les origines, ni une fuite dans le monde rassurant de société «sans histoire», mais une tentative de retrouver l'archaïque, c'est-à-dire le fondement de toute société humaine.

Spécialiste réputé de l'Afrique, Georges Balandier a effectué ce détour, pour mieux comprendre notre modernité, et pour nous faire saisir ce qu'il y a d'essentiel dans le pouvoir. Ici, il faut que nous rabaissons notre superbe d'occidentaux bardés de théories. Qu'il préside aux destinées d'une tribu africaine ou d'une grande nation comme la France, le pouvoir dans les sociétés de tradition occupe toujours la même situation, enracinée et transcendante, répond toujours aux mêmes exigences - celles qui permettent de préserver la vie comme l'a montré Hocart (2) - et doit toujours assumer

la même fonction : donner à la communauté sa continuité dans le temps. Voltaire se trompe lorsqu'il dit que le premier roi fut un soldat heureux : le pouvoir n'existe pas d'abord par la force qu'il manifeste, mais parce qu'il est condition de la vie et paraît capable de dominer le temps. «Gouverner, écrit Georges Balandier, c'est s'inscrire dans un mouvement historique, recevoir la charge d'une continuité, gérer le présent sans réduire les chances de l'avenir. C'est faire du temps un des agents de l'action politique, mais il est souvent indocile et capable de redevenir maître des événements».

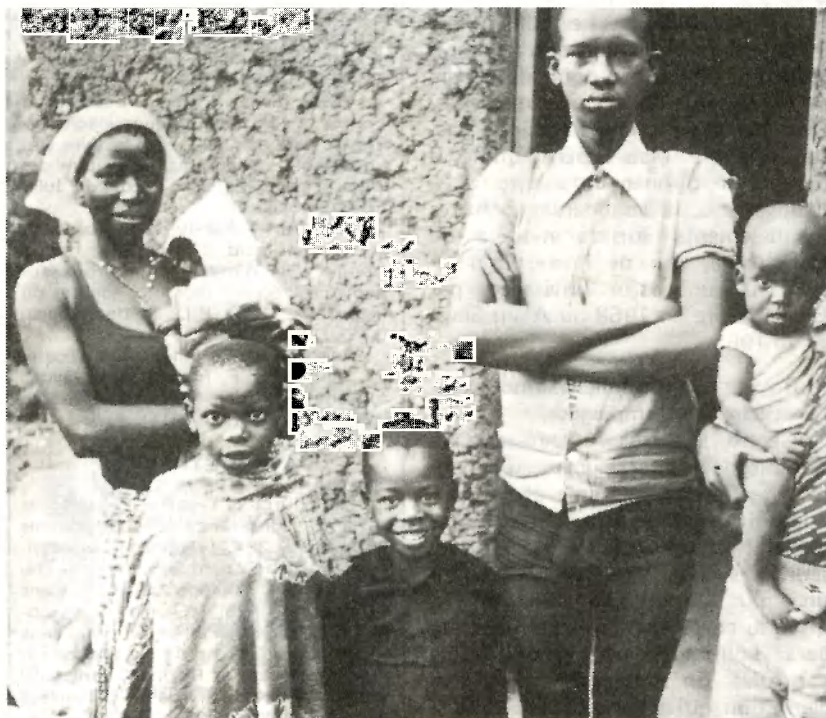
ASSUMER LA MODERNITÉ

L'analyse des formes archaïques du pouvoir - dans la monarchie française, dans les sociétés africaines - ne nous éloigne pas de la modernité. Au contraire, parce que la modernité est «le mouvement plus l'incertitude», ne cessant de déconstruire et de reconstruire elle a besoin du pouvoir politique qu'elle a tenté de nier : une permanence est nécessaire dans ce monde qui change, une visée est indispensable dans cette marche vers l'inconnu.

Nul passéisme dans cette exigence. Lucidement observée «dans tous ses états», la modernité doit être assumée, et non rejetée ou combattue par les diverses formes, toutes artificielles, de «traditionalisme». Il est vrai que le monde bouleverse l'espace, ou le nie, réduit le temps à la succession des instants, risque maîtrise technique à toutes les formes de la vie. Raison de plus pour penser le politique, le fonder dans son ordre à la fois intérieur et extérieur à la société qu'il préside. Sur ce point, les «nouveaux philosophes» se sont trompés : il faut penser le pouvoir contre la maîtrise, et non l'identifier à celle-ci.

B. LA RICHARDAIS

Georges Balandier - *Le Détour* - Fayard, 1985.
(2) Cf. Marshall Sahlins - *Âge de pierre, âge d'abondance* - Gallimard 1976.
(3) Cf. A.-M. Hocart - *Rois et courtisans* - Seuil, 1978.



Scénario

Journalisme et vedettariat

Lorsqu'un journaliste de télévision est en possession d'un document compromettant pour le pouvoir politique en place, doit-il, en son âme et conscience, le diffuser ? Tel est le sujet du film «Le 4ème pouvoir».

Une présentatrice vedette du Journal Télévisé de 20 h, dont les mimiques, les vêtements, les poses ainsi que le soutien ambigu dont elle bénéficie auprès du directeur de la chaine ne sont passés sans rappeler Christine Okrent, décide de diffuser une cassette vidéo prouvant que le premier ministre est directement impliqué dans l'assassinat d'un opposant au régime d'un pays arabe qui vient d'acheter à la France deux centrales nucléaires... Sujet d'une actualité brûlante, on le voit.

Le pays est ébranlé par cette révélation. Le gouvernement vacille et essaie d'intimider la journaliste. Dès lors s'entame une partie de bras de fer entre le pouvoir politique et celui des médias... qui se terminera par la soumission de la presse.

Si les scénaristes en étaient restés là, il n'y aurait rien à redire, mais ils ont cru bon d'ajouter des éléments qui nuisent à l'efficacité du récit. Passons sur les complications sentimentales du scénario. On ne peut que déplorer le manque de crédibilité d'une histoire trop emperlée alors même que l'analyse manque de finesse. Par exemple, dépeindre les journalistes (aussi bien de la presse écrite qu'audiovisuelle) comme étant à la solde du pouvoir politique est trop sommaire et ne correspond plus à la réalité actuelle. L'affaire Greenpeace n'a-t-elle pas, au contraire, révélé une presse française libérée de la tutelle gouvernementale et rêvant d'un Watergate ?

En revanche, le film pose avec pertinence la question du vedettariat. L'héroïne n'hésite pas à sacrifier la vérité à sa notoriété de présentatrice. Le quatrième pouvoir c'est d'abord le pouvoir (et le plaisir) du journaliste de la télévision à être reconnu comme une célébrité que le pouvoir qu'il détient en tant qu'informateur.

Nicolas PALUMBO

«Le quatrième pouvoir», film français de Serge Leroy, avec Philippe Noiret, Nicole Garcia, J.-C. Brialy...

Jean-Pierre Chevènement et la République moderne



Jean-Pierre Chevènement est une personnalité bien intéressante. Un homme de convictions, un patriote de gauche, une intelligence très structurée qui ne rejette pas a priori l'humour. Son actuel parcours intéresse à juste titre les observateurs un peu abasourdis de ce retour inattendu. Lorsqu'il quitta le gouvernement de Pierre Mauroy pour désaccord fondamental avec Jacques Delors, lui-même s'imaginait exclu de tout poste ministériel pour quinze ans ! Quelques mois plus tard, le revoilà se saisissant du portefeuille d'Alain Savary et bondissant dans les sondages soutenu par une bonne part de l'opinion publique conservatrice. Quelle revanche pour le mal aimé dirigeant du courant considéré comme le plus raide du P.S....

A-t-il vraiment changé le militant qui citait avant hier Lénine sans sourciller ? Oui, sûrement. On ne fait pas l'expérience du pouvoir impunément. L'entreprise et les patrons ne sont plus forcément diaboliques, ou du moins des forces d'exploitation. Lui comme d'autres sont passés selon l'expression de Laurent Fabius d'une culture d'opposition à une culture de gouvernement. Max Weber aurait peut-être dit d'une éthique de conviction à une éthique de responsabilité. Mais il n'y a pas lieu, à mon sens, de trop s'attarder sur ce genre de mutations qui sont dans l'ordre des choses. Le plus intéressant serait plutôt d'apprécier ce qui en Chevènement perdure ou plutôt s'approfondit, se perfectionne au feu de l'action et des responsabilités.

L'orthodoxie positiviste

Car cet homme reste fondamentalement «de gauche». Mieux encore, républicain. Il ne cesse de l'affirmer, de le proclamer, en brandissant la Marseillaise, ce qui éventuellement agace les uns, fait sourire les autres mais devrait porter à la réflexion historique et politique. Il est vrai qu'aujourd'hui on ne sait plus très bien ce qu'est un vrai républicain. Pour plus d'éclaircissements, je renvoie à *La République au roi dormant* où Bertrand Renouvin rappelle l'idéologie et le parcours du vieux parti républicain. Je préfère ici même m'en tenir à l'analyse de la pensée du républicain Chevènement telle qu'elle émerge du livre que le ministre de l'Éducation nationale vient de publier en collaboration avec Hervé Hamon et Patrick Rotman. Ces derniers l'on, en effet, longuement interrogé, sans complaisance, étant plutôt en désaccord avec les positions de leur interlocuteur, ses positions n'en ressortent qu'avec plus netteté.

Première position fondamentale : la nécessité de maintenir la tradition culturelle de la gauche, c'est-à-dire celle du rationalisme hérité des Lumières. Pas question donc pour le théoricien du CERES d'en passer par un «Bad Godesberg» quelconque. Ce n'est pas une raison parce que la gauche a subi une grave défaite idéologique dans les années 1970, pour qu'elle se renie. Mai ici, il faut citer précisément : *«Bref on ne peut plus raisonner en 1981 comme si on était encore en 1974. Durant ces sept années, beaucoup d'événements se sont produits : la crise est approfondie; l'idéologie de crise s'est installée; les États-Unis ont retrouvé leur hégémonie; et sur le plan des idées - en France au moins - on ne peut pas faire que les «nouveaux philosophes» ne soient pas passés par là. Un certain nombre d'amalgames grossiers entre la gauche, le socialisme, l'URSS, le Goulag ont pris, par la vertu de l'inculture et de la simplification médiatique, la force de l'évidence : Hitler égale Staline, qui est contenu dans Marx, lui-même fils des Lumières. A-t-on jamais vu renversement de valeurs aussi extravagant ?»* Propos inouïs ! Laissons les amalgames, pour ne retenir que le fil du raisonnement.

Le marxisme, comme facteur idéologique de multiplication de la tyrannie serait donc sans responsabilité dans le processus totalitaire ? Quand au

stalinisme incomparable à l'hitlérisme, sa déviation sanglante si l'on comprend bien, serait infiniment plus honorable ? Si Jean-Pierre Chevènement se refuse à parler de l'Union soviétique comme de l'empire du mal, il faut se demander comment il apprécie réellement le fait totalitaire : *«Au fond, il n'y a pas de différence substantielle entre les valeurs énoncées par l'URSS et les valeurs révérees en Occident depuis deux siècles : ce sont le bonheur, la liberté, la consommation, la satisfaction des besoins matériels, le triomphe de la raison»*. Ah bon ! La différence alors : *«Le totalitarisme soviétique se caractérise essentiellement par le refus et la répression de toute forme de pluralisme»*. Exact, mais tout de même un peu court. Je préfère à tout prendre cette définition du système soviétique : *«C'est un tsarisme collectif assis sur une orthodoxie positiviste»*. A condition que l'on donne tout leur poids aux mots et qu'on les définisse sérieusement. Ce serait d'autant plus intéressant que la république dont se réclame Jean-Pierre Chevènement, celle du XIXème siècle est fondée elle aussi sur une orthodoxie positiviste.

Et il y en a d'ailleurs des traces dans ce livre, des traces que je prends tout à fait au sérieux sinon au tragique. Page 116, à propos du projet échoué d'Alain Savary sur les écoles catholiques : *«Est-ce que vous ne pensez pas qu'il y avait là, quand même, un autre type d'établissements, plongeant toutes ses racines et ses habitudes de pensée dans une conception du monde dogmatique qui n'est pas évidemment, la conception laïque même si en principe, ces établissements sont aussi tenus de respecter la conscience des enfants ?»*. En toute rigueur de terme, cela signifie qu'une éducation à base religieuse est foncièrement contraire au respect de la conscience des enfants. Vous n'appellez pas cela de l'orthodoxie positiviste vous ?

La raison dans l'Histoire

Ça en est ; et de la plus pure tradition défendue par les pires fondateurs de la IIIème République, ceux qui déjà au nom d'une certaine idée de la liberté entendaient interdire les congrégations, parce qu'à leurs yeux les vœux de religion étaient inadmissibles. Autre position contigüe, le refus obstiné de remettre en cause la conception historique classique de la Révolution s'inscrit dans une logique décidément tenace. Rejeter d'une pichenette l'idée que la Révolution aurait été la grande matrice des totalitarismes modernes c'est faire la preuve d'un aveuglement rare. Sur ce plan, Chevènement est resté à Albert Mathiez, au mieux à Albert Soboul. Ce refus de remettre en cause des idées toutes faites est singulier de la part de ce rationaliste. C'est sans doute que sa Raison est beaucoup moins claire qu'il ne le croit, même s'il fait place, en principe, au doute cartésien.

La Révolution ce serait l'entrée de la Raison dans l'histoire ? Mais la raison peut être bottée et casquée. Elle peut être l'esprit à Cheval, l'absolu à l'œuvre dans l'immanence du monde. Au total, le plus beau et le pire des fantasmes. L'archaïsme par excellence, celui que fabrique l'orthodoxie positiviste. Grâce à Dieu, les chemins de la raison peuvent être plus paisibles et les marcheurs plus humbles. Heureusement, ce rationaliste n'ignore pas l'humour et le scepticisme, il est aussi pour le débat pluraliste.

Tout de même, revenir à 1793, à 1880, ce ne serait pas le progrès !

Gérard LECLERC

Jean-Pierre Chevènement - *Le pari sur l'intelligence*, entretiens avec Hervé Hamon et Patrick Rotman - Flammarion. Prix franco : 88 F.



Avec «La louve de Mervent» Michel Ragon poursuit et achève la chronique des guerres de vendée commencée dans «Les mouchoirs rouges de Cholet».

Le 4 juin 1832, les départements de l'Ouest se soulèvent une dernière fois à l'initiative de la duchesse de Berry et d'une poignée de hobereaux. Leur but : chasser du trône l'usurpateur Louis-Philippe et y asseoir le jeune Henri V. Mais cette cinquième guerre de Vendée ne durera que quelques jours et se soldera par un cinglant échec. Les paysans lassés par vingt années de guerre ne répondront pas à l'appel de la duchesse. Les chouans de 93 sont tous morts et leurs descendants ont décidé de se consacrer aux durs travaux de la terre trop longtemps délaissés. Seuls de rares irréductibles (gueux, braconniers, réfractaires ou tisserands au chômage) se lanceront dans l'aventure par fidélité. C'est la destinée de ces marginaux qui, après la défaite, sont obligés de chercher refuge dans la forêt, que décrit Michel Ragon dans son dernier roman ou des personnages fictifs comme Gueule de Loup, fils de Dochâgne, Louison, fille du forgeron Chante-en-hiver (1), ou le conscrit de Saint-Martin coïtoient de grandes figures de la Monarchie de Juillet comme l'avocat légitimiste Berryer, Alexandre Dumas ou encore La Rochejaquelein le troisième.

Mais la cinquième guerre de Vendée à laquelle Michel Ragon ne consacre que quelques lignes est un prétexte, car le véritable sujet du livre est l'agonie d'un monde qui n'en finit pas de mourir et l'avènement d'une ère nouvelle sous le regard impuissant et empli de stupeur des protagonistes. D'où la couverture du livre reprenant un détail d'une œuvre de Delacroix, «l'orpheline au cimetière», symbole on ne peut plus fort d'une génération perdue, sacrifiée sur l'autel du progrès.

Patrice LE ROUË

Michel Ragon -La louve de Mervent- Albin-Michel 1985, 310 pages, prix franco : 94 F.

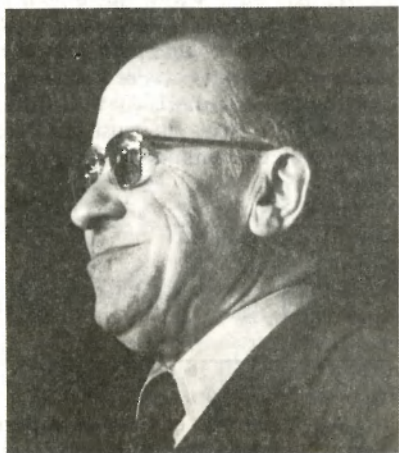
(1) «Les mouchoirs rouges de Cholet».

Linge sale

La guerre des camarades

Comment naquit l'«eurocommunisme», comment il suscita l'espoir des P.C. d'Europe de l'Ouest, comment il mourut sous les coups des «camarades», c'est ce que nous raconte Jean Fabien, dans son dernier ouvrage.

Jean Fabien persiste et signe, mais toujours sous ce pseudonyme. L'an dernier, il(s) publiai(ent) «Kremlin-PCF conversations secrètes», démonstration impitoyable des relations entre les deux «partis frères» dans les années 60. Cette fois, Fabien aborde la période 1972-1985, qui s'ouvre sur un formidable espoir ayant pour nom «eurocommunisme» et qui s'achève par la liquidation de ce même espoir en une cruelle «guerre des cama-

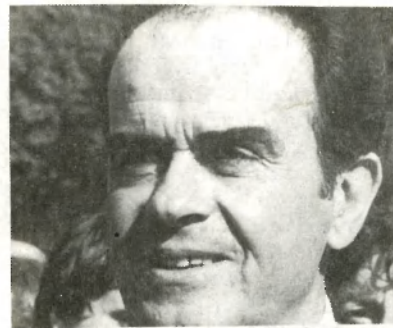


rades», au sein du Parti français comme dans les relations avec le Parti soviétique.

Tout commence en 1972, en France du moins, car le Parti communiste italien a pris depuis longtemps déjà ses distances à l'égard de l'URSS. Mais jusqu'à cette date, il est le seul grand parti communiste d'Europe de l'Ouest à avoir osé s'écarter de l'orthodoxie. Devenu secrétaire général du PCF en 1972 Georges Marchais, selon Fabien, va s'efforcer à son tour de rallier son parti à un socialisme qui soit «démocratique» et «aux couleurs de la France». Entreprise audacieuse, véritable défi («le défi démocratique», c'est le titre de l'ouvrage de G. Marchais) qui passe d'abord par la signature du Programme commun : le PCF démontre ainsi sa volonté d'union avec tous les démocrates et sa capacité à partici-

per, un jour prochain, au gouvernement de la France. Sur le plan idéologique, Georges Marchais semble favoriser une véritable révolution : reconnaissance du bien fondé des libertés «bourgeoises», abandon de la référence à la «dictature du prolétariat», acceptation de la force de frappe. Le XXIIème congrès, en 1976, inscrit dans les textes cette évolution considérable.

Au plan international, le PCF se rapproche des Partis italien et espagnol, des rencontres au sommet ont lieu entre Marchais, Berlinguer et Carrillo, l'«eurocommunisme» est né. L'URSS ne reconnaît pas l'enfant, elle le redoute même : le communisme mondial ne se voit-il pas menacé dans son unité, par l'apparition d'un pôle européen, en opposition progressive avec le centre soviétique ? De plus cet «eurocommunisme» pactise avec la social-démocratie, adopte ses idées et menace le statu-quo instauré en Europe sous le nom de «coexistence pacifique». Que Pierre Juquin serre la main de Léonid Plioutch dans un meeting jugé «antisoviétique», que Marchais refuse de rencontrer Brejnev lors de sa visite à Paris en 1977, et c'en



est trop : le PCUS doit mettre un terme à la tentative «fractionniste».

LA NORMALISATION

Pour cela, les soviétiques comptent sur le clan des orthodoxes, animé, toujours selon Fabien, par Roland Leroy. Ces derniers mettent en avant

les médiocres scores électoraux du Parti enfermé dans le piège de l'Union de la gauche, et la folie que serait une rupture avec la racine nourricière, l'URSS. L'été 77 est décisif : pour G. Marchais, c'est l'heure du choix. A-t-il conscience d'être allé trop loin ? Coïncé entre un François Mitterrand qui ne cherche qu'à l'affaiblir et des soviétiques auxquels il doit son poste de secrétaire général, Marchais choisit le retour à la maison-mère. La suite est connue : «normalisation» du PCF, alignement total sur Moscou, participation forcée au gouvernement socialiste en guise d'intermède, puis opposition effrénée à ce gouverne-



ment. Entre temps, Berlinguer est mort et le Parti communiste espagnol a vécu sa troisième scission. L'«eurocommunisme» n'est plus qu'un beau souvenir.

Qui est Jean Fabien ? Un «rénovateur» ? Il ne semble pas. Georges Marchais a somme toute la part belle dans cet ouvrage, qui n'offre de surcroît aucune perspective d'avenir au P.C. Ce ne peut être non plus un «conservateur», puisque l'«eurocommunisme» y est présenté en modèle. Alors qui ? Plus probablement un déçu, un aigri du communisme, qui n'a d'autres ressources que conter les erreurs et les espoirs passés. Avait-il besoin d'un masque pour cela ?

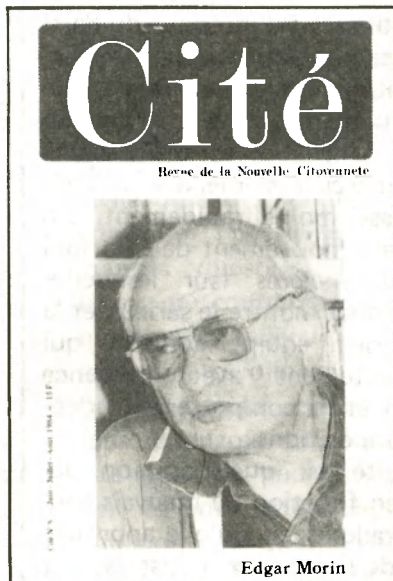
Emmanuel MOUSSET

Jean Fabien -La guerre des camarades- Olivier Orban, 1985.

Abonnez-vous Ne mourez pas idiots !

Depuis que la NAR est équipée d'un ordinateur, il n'est pas de semaine où je n'assouvisse ma passion pour les statistiques. Et le dernier résultat qui s'est affiché à mon écran m'a laissé songeur : seulement 23% des abonnés de «Royaliste» connaissent notre revue «Cité» ! Ainsi, depuis trois ans nous publions une revue de haute tenue, dans laquelle se sont exprimées des personnalités de premier plan (général Gallois, Jean-Michel Quatrepoint, Philippe Boucher, Jean-Marie Domenach, René Girard, Edgar Morin, Jean-Pierre Dupuy, Vaclav Havel, etc) et plus des trois quarts de nos lecteurs ne la connaissent pas.

Pour remédier à cette situation, nous avons décidé de proposer aux abonnés de «Royaliste» des condi-



tions exceptionnelles pendant quelques semaines. A vous d'en profiter. Jusqu'à la fin du mois de décembre, nous donnons gratuitement à tout nouvel abonné, en guise de cadeau de bienvenue, et en plus des quatre numéros auxquels il a droit, le dernier numéro paru (qui contient l'entretien avec Emmanuel Le Roy-Ladurie sur la «nature du pouvoir royal»). Attention cette offre n'est valable que jusqu'à fin décembre. A partir du mois de janvier les tarifs d'abonnement à «Cité» augmenteront : profiter de notre proposition immédiatement c'est s'abonner à des conditions vraiment exceptionnelles.

Yvan AUMONT

LYS ROUGE

Notre revue de débat et de recherches historiques sur le royalisme annonce un **numéro souvenir** sur le journal royaliste des années 60 «La Nation Française». Dans ce prochain numéro du «Lys Rouge» on trouvera également une étude sur la canonisation du Tsar Nicolas II, des réflexions sur le militantisme, des polémiques, des documents... Pour recevoir ce numéro, ne tardez pas à vous abonner (45 F pour 4 numéros à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.)

LES ROYALISTES DANS LE CHER

A l'occasion des foires d'Orval, la NAR tiendra un stand sur la place du Marché à Saint-Amand-Montrond le dimanche 27 octobre. Nos lecteurs de la région sont invités à y venir prendre contact avec nos délégués locaux.

A Bourges, d'autre part, la presse a fait un large écho à la prise de position de la NAR dans la polémique suscitée par le projet de création de logements sociaux pour les immigrés. Pour soutenir ou participer à l'action de la NAR dans le Cher, écrire à NAR - B.P. 2044 - 18026 Bourges Cedex.

MERCREDIS DE LA NAR

Chaque mercredi nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h.

Mercredi 23 octobre. La mort d'Enver Hodja il y a quelques mois a rappelé aux Français l'existence d'une Albanie mystérieuse et complètement refermée sur elle-même. **Représentant en France du roi LEKA 1er d'Albanie**, M. Skender Zogu a accepté de venir nous parler de la situation de son pays et de l'action menée par le roi en exil.

Mercredi 30 octobre. Pas de conférence en raison des congés de la Toussaint.

Mercredi 6 novembre. Comment à la NAR ne pourrait-on pas être sensible à toute réflexion sur le pouvoir et la modernité ? Dans son dernier livre «Le détour», **Georges BALANDIER** - un des plus grands ethnologues français - nous mène à la découverte d'autres civilisations et par comparaison avec la nôtre nous permet d'approfondir nos conceptions fondatrices. Une conférence et un débat, riches d'enseignements et à ne pas manquer.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

OFFRE SPECIALE (valable jusqu'au 31 décembre seulement)

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ s'abonne à «Cité» pour 4 numéros (numéros 12 à 15) pour la somme de 90 F

☐ désire recevoir gratuitement en «cadeau de bienvenue» le numéro 11 (d'une valeur de 25 F)

versement à l'ordre de «Cité» CCP 23.982.63 N Paris.

Un pessimisme sans raison



Il est possible que je n'entende rien à la politique des partis, il est probable que je ne comprenne rien aux motions de congrès. Comme tout téléspectateur abreuvé de petites phrases, comme tout lecteur des synthèses journalistiques, je suis sensible à une tonalité, je ne retiens qu'une impression d'ensemble.

En ce qui concerne le Parti socialiste, cette impression est désastreuse. Mais entendons-nous bien. Il ne s'agit pas, aujourd'hui, d'analyser sa stratégie, d'intervenir dans ses querelles internes, encore moins de mettre en doute la conviction de ses militants. Simplement, je m'interroge sur l'effet produit par les déclarations de ses dirigeants, et m'inquiète de ses conséquences. Quand Lionel Jospin répète, sur tous les tons, que les socialistes seront dans l'opposition après mars 1986 s'ils n'ont pas, à eux seuls, la majorité; quand, de surcroît, les listes d'éligibles sont établies selon des anticipations fort modestes, nul ne peut s'empêcher de penser que le Parti socialiste annonce sa défaite et l'organise. Quand Michel Rocard adjure ses camarades de reconnaître leurs erreurs et frappe, sur leur poitrine, un énième *mea culpa*, nul ne peut s'empêcher de penser qu'il prépare, comme le lui a reproché Laurent Fabius à Toulouse, une nouvelle homélie pour soir de bataille perdue.

PROPHETES DE MALHEUR

Cette attitude est incompréhensible. D'abord pour des raisons tactiques : en annonçant sa défaite avant même d'avoir combattu, le P.S. conforte ses adversaires et, en prophète de malheur, risque de provoquer l'échec auquel il s'est d'avance résigné. Mais surtout pour des raisons de fond. Les socialistes se comportent comme si le Président de la République avait failli à sa mission, comme si le Premier ministre n'était pas à la hauteur de sa

tâche, comme si le bilan du gouvernement n'était pas défendable. Tel n'est pas le cas. Au risque de paraître donner des leçons, il y a lieu de souligner l'ampleur des changements réalisés depuis 1981, l'importance historique d'un certain nombre d'acquis, et tout le positif de l'action du gouvernement. Précisons donc quelques-uns des points que l'histoire retiendra, en espérant que ce ne sera pas sous la forme du regret.

— Il y a l'acceptation de la Constitution de 1958, la fidélité à son esprit et le respect de sa lettre, qui a renforcé le consensus national autour des institutions et permis d'affirmer une idée nouvelle de la République, non plus négative et sectaire, mais inspirée par le souci du bien commun. Il est regrettable que Jean-Pierre Chevènement ne saisisse pas l'importance de ce fait et se lance dans l'apologie, rétrograde à tous égards, d'une idéologie républicaniste étrangère aux données culturelles et politiques de notre temps.

— Il y a l'apaisement de très anciennes querelles et la disparition de vieilles angoisses qui entretenaient dans notre pays, le climat de guerre civile que nous n'avons cessé de dénoncer. Le fait est que la question communiste, lancinante depuis 1920, n'est plus décisive pour la gauche et a cessé d'alimenter les passions nationales. Le fait est que la paix scolaire s'est instaurée, au terme d'un combat qui semble devoir clore près d'un siècle d'affrontements.

— Ce consensus institutionnel renforcé, cet apaisement politique réalisé, permettent de porter un jugement positif sur la politique présidentielle qui s'est inspirée des principes d'indépendance, d'arbitrage et d'unité et non, comme beaucoup le craignaient, de préjugés et de dogmes. Ainsi, en cinq ans, nombre de données de la politique française se sont trouvées modifiées ou bouleversées, et l'esprit public est en voie de transforma-

tion profonde, sans que les acteurs du jeu politique en aient toujours conscience.

SUCCEES

Cette révolution tranquille a aussi affecté le socialisme. Non que le programme de 1981 ait été abandonné ou trahi : l'abolition de la peine de mort, les nationalisations, la décentralisation et nombre de réformes sociales ont été réalisées comme promis. Mais l'épreuve du pouvoir ne pouvait manquer de transformer les concepts, les méthodes et certains objectifs. Que ces transformations provoquent des débats à l'intérieur du Parti socialiste ne saurait faire oublier les succès de la politique gouvernementale, que le patronat lui-même est bien obligé de constater (1). L'inflation est maîtrisée, la balance commerciale s'améliore, le chômage progresse moins rapidement. En outre, un vaste mouvement de réformes sociales et financières (sur lesquelles nous reviendrons) montre le sérieux et la compétence de l'équipe actuelle, qui contraste fortement avec l'absence d'imagination et le comportement idéologique de l'opposition.

La difficulté est que l'opinion publique juge en fonction de mauvais souvenirs, le paradoxe est qu'elle approuve la politique de nombreux ministres tout en manifestant sa méfiance à l'égard du gouvernement. Mais rien ne dit que cette difficulté et ce paradoxe soient insurmontables. Il suffirait de souligner les acquis et d'expliquer les projets pour que la tendance se retourne. Que ne le fait-on, au lieu de compter les voix qui seront perdues et de se disputer les sièges qui pourront être sauvés ?

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Le Bulletin de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières du 24 septembre 1985.